



Fédération Nationale de l'Enseignement, de la Culture et de la Formation Professionnelle

Communiqué

Plus de 100 000 contrats précaires menacés de perdre leur emploi !

Le 29 janvier, des millions de salariés étaient en grève et en manifestation pour défendre l'emploi et exiger l'arrêt des plans de licenciements dans les entreprises.

Dans l'Éducation nationale, ce sont plus de 42 000 contrats précaires CAE et CAV, auxquels s'ajoutent 68 000 contrats précaires d'assistants d'éducation (AVS et surveillance) qui sont tous les ans dans l'incertitude quant au renouvellement de leur contrat. Chaque année ce sont des milliers de personnels précaires qui perdent leur emploi.

C'est un vaste plan de licenciement qui touche l'Éducation nationale et plus largement l'ensemble de la fonction publique alors que dans le même temps l'éducation nationale avec l'ANPE réembauche d'autres demandeurs d'emplois sur ces mêmes emplois.

Ces salariés refusent d'être les variables d'ajustements gouvernementales à la hausse du chômage. Ils refusent d'être instrumentalisés par le gouvernement dans le cadre de la RGPP pour justifier le non remplacement d'un fonctionnaire sur deux ou pour justifier la suppression de postes statutaires comme cela risque d'être le cas avec le recrutement de 5 000 contrats aidés supplémentaires de médiateurs pour lutter contre l'absentéisme à l'école en lieu et place de postes de CPE, d'assistantes sociales, de médecins et d'infirmières scolaires dans les établissements. En faisant le choix d'un personnel précaire, sans statut, sans formation ni qualification, le ministère de l'éducation nationale se sert des populations les plus vulnérables pour viser le démantèlement du service public.

Non aux licenciements Pérennisation de tous les emplois précaires

La vaste mobilisation à l'initiative de FO au printemps dernier a permis dans de nombreux départements d'obtenir le réemploi d'EVS dont le contrat arrivait à échéance. Il faut poursuivre la mobilisation jusqu'à la totale satisfaction des revendications des salariés.

- Parce que dans l'Éducation nationale comme ailleurs l'heure est à la mobilisation générale contre les licenciements
- Parce qu'il faut en finir avec ces emplois kleenex
- Parce qu'il faut que les personnels précaires obtiennent de vrais emplois avec de vrais salaires
- Parce qu'il faut que ces salariés puissent accéder à une formation professionnelle qualifiante et diplômante qui leur permette de sortir de la précarité
- Parce que nous refusons que se renforce la précarité dans l'Éducation nationale avec 5 000 contrats aidés supplémentaires pour lutter contre l'absentéisme en lieu et place d'emplois statutaires de la fonction publique.

La FNEC FP-FO appelle les personnels à amplifier la mobilisation et à exiger des autorités compétentes pour tous les personnels précaires :

- **Un vrai travail - un vrai salaire**
- **Pérennisation de tous les emplois**
- **Accès à une formation professionnelle diplômante et qualifiante**
- **Accès à des emplois statutaires de la fonction publique pour tous ceux qui le souhaitent**

Montreuil le 24 février